

TRY  
**BLACK HORSE**  
ALE  
100 Years of Brewing  
Experience behind it

**Le Monde**  
**Ouvrier**



**The Labor**  
**World**

DRINK  
**DOW'S ALE**  
Standard of Strength  
and Quality

Rédaction: 11, rue Saint-Paul Ouest

"INSTRUIRE ET AMELIORER"

Téléphone: LANcaster 5361

## Que faire de nos jeunes?

En dépit des déclarations de certains de nos hommes publics que cela va beaucoup mieux, que les affaires reprennent et que la prospérité est, cette fois-ci, à ce fameux tournant illusoire, la situation reste stationnaire, le nombre des chômeurs ne diminue pas, avec les mois d'hiver à la porte, on peut même s'attendre à ce qu'il augmente considérablement. En dépit de la législation sociale qui limite le nombre des heures de travail dans certaines industries et qui fixe le salaire minimum, des contrats collectifs de travail qui ont fait un bien immense et des ordonnances de la commission du salaire minimum qui protège le travail féminin, on s'embourbe de plus en plus dans le marais de la dépression économique et industrielle et il est permis de se demander où tout cela va nous mener.

Lors de la récente conférence du Congrès des Métiers et du Travail du Canada, cette situation a fait le sujet de nombreuses résolutions et a déclenché une longue discussion. Quel est le meilleur remède à apporter au fléau du chômage, que va devenir la jeunesse d'aujourd'hui et celle de demain? C'est là le problème qui se pose et comment le résoudre?

Toutes sortes de suggestions ont été faites, la plupart ne sont que des palliatifs qui, pour un certain temps, provoqueront une amélioration mais qui ne toucheront pas à la racine du mal. Serait-il possible que le problème du chômage fut impossible à résoudre? Les sociologues, les économistes, tout comme ceux qui administrent la chose publique ou président aux destinées du monde civilisé — et notez que la plupart d'entre eux sont honnêtes et cherchent réellement à améliorer les conditions sociales — ont beau chercher la solution mais ils ne la trouvent pas.

Tous semblent évoluer dans un cercle vicieux. Serait-il donc vrai que le système capitaliste a fait faillite et qu'il faille trouver autre chose que les panacées d'antan, terrible perspective, d'autant plus que le peuple aigri par la misère et les privations, ou avachi par l'habitude de ne plus travailler pour gagner son pain quotidien et s'imaginant que les gouvernements doivent le faire vivre, pourrait bien écouter et suivre n'importe quel groupe de rêveurs ou d'extrémistes qui lui promettra le paradis terrestre non pas dans l'autre monde mais immédiatement. C'est là qu'est le danger. Un ouvrier sans travail s'enlise petit à petit dans la paresse, il perd graduellement tout sentiment d'amour-propre, la profession de chômeur devient pour lui l'idéal: vivre sans travailler et laisser l'Etat pourvoir à ses besoins et à ceux de sa famille, c'est tout à quoi il aspire.

Pour les hommes d'un certain âge qui ont exercé un métier, ils pourront se réadapter au travail avec un effort de volonté dès que la crise s'atténuera ou grâce à la législation — qu'on nous promet tout comme on nous avait promis il y a cinq ans de régler la question du chômage — qui obligera tous les hommes de soixante ans de se retirer de la vie active et de vivre tranquillement des rentes que le gouvernement leur paiera; pour ceux-là, dis-je, le problème est moins épineux et moins complexe, ils retourneront à leur métier ou ils deviendront des rentiers; mais qu'allons-nous faire de notre jeunesse, des centaines et centaines de mille écoliers et écolières qui, tous les ans, abandonnent les bancs de l'école et vont joindre la grande armée de ceux qui doivent gagner leur vie? Depuis plusieurs années déjà, combien de jeunes gens sortis de nos collèges, de nos écoles de hautes études, techniques et commerciales, ont-ils pu exercer leur activité et leurs talents? La plupart battent le pavé des rues, sollicitent du travail, courent de porte en porte pour en trouver, ils sont pleins de courage, d'enthousiasme et d'espoir les premières semaines, les premiers mois après leur sortie du collège ou de l'école, mais les jours se suivent et ils ne trouvent rien, ils rentrent au domicile paternel le soir fatigués, fourbus, découragés d'avoir subi tant de rebuffades, c'est toujours la même réponse: "Nous n'avons rien pour le moment, repassez plus tard ou donnez-nous votre adresse, nous vous appellerons si nous pouvons vous employer." Mais ils ne voient rien venir, leurs habillements s'usent, leurs chaussures s'en vont vite à ce jeu-là, ils doivent demander à leurs parents de renouveler leur garde-robe, souvent le budget familial est déjà trop maigre, ce sont alors des reproches, "Comment, tu n'es pas capable de te trouver un emploi quelconque, tu ne cherches pas, tu aimes mieux vivre à nos dépens", etc., etc. Cela varie suivant la situation des parents et leur caractère, la pauvreté aigrit son homme tout comme la paresse est la mère de tous les vices.

Au bout d'un certain temps, le jeune homme réalise qu'il est la victime d'une société marâtre qui lui refuse ce à quoi il a droit, la nature a des exigences qu'il faut satisfaire coûte que coûte, envers et contre tous, il est privé de tout, est-il surprenant qu'il se laisse tenter par de mauvais compagnons, il glisse tranquillement sur la pente du mal, puis il est trop tard pour remonter le courant, il est pris dans l'engrenage, c'est la prison, le pénitencier, la ruine morale. Est-il réellement le plus coupable ou est-ce la société qui permet de telles situations, de telles iniquités?

On a bien inventé les camps de concentration, des milliers de jeunes gens les habitent, ils sont nourris, logés et habillés et reçoivent \$5.00 par mois. Ce n'est pas tout à fait la caserne, mais peu s'en faut; comme la discipline y est moins sévère, la morale y gagne-t-elle? Mais est-ce bien une solution? Lorsque ces jeunes gens quittent ces camps, que savent-ils faire? C'est mieux évidemment que de les laisser vagabonder par monts et par vaux, sont-ils préparés pour faire face aux luttes de la vie, ont-ils les moyens de fonder un foyer? Puis tous nos jeunes gens ne vont, ni ne peuvent joindre ces camps de concentration. Aux Etats-Unis, où le même système existe, ils sont payés \$100 par jour, mais \$25.00 sur \$30.00 par mois vont à leurs parents ou à leurs dépendants s'ils sont sur le secours direct, s'ils n'en ont pas, ces \$30.00 leur appartiennent mais ils ne touchent que \$5.00 par mois et la balance est mise à leur crédit et leur est payée lorsqu'ils quittent le camp de concentration au bout de leur engagement de six mois; ils ont donc quelque chose devant eux qui leur permet de se retourner et les autres ont la satisfaction d'avoir travaillé pour aider leurs parents. C'est évidemment beaucoup mieux que le système en vigueur au Canada, c'est loin d'être l'idéal toutefois.

Comme mesure immédiate, le Travail organisé réclame la semaine de trente heures; si l'on établissait d'une façon rigide la semaine de quarante heures pour commencer, le nombre de ceux que l'industrie et le commerce

## Le respect de la chose publique

Un fait divers des quotidiens a fort ému l'opinion: des gamins ont jeté des allumettes enflammées dans les boîtes postales et plusieurs lettres ont pris feu. Les gens de s'exclamer:

"C'est une honte de laisser des gamins accomplir impunément ces méfaits. La police devrait protéger notre correspondance. Pensez donc aux ennuis de tous genres qui pourraient résulter de ces espiègleries. Les boîtes à lettres devraient être surveillées."

Voyez-vous des agents de police monter la garde devant des centaines de boîtes à lettres! Il faudrait tout un régiment pour faire face à deux ou trois petits malfaiteurs, qui trouveraient bien moyen de tromper la surveillance des agents de la sûreté et de commettre leur délit. Depuis que des soldats romains, qui gardaient le corps du Christ, sont tombés endormis le nez sur la lourde pierre qui fermait le tombeau, on sait ce que valent les gendarmes préposés à la sécurité des individus et de la société tout entière. Il ne faut pas demander l'impossible à ces fonctionnaires — le possible est déjà trop. Ce qu'il faudrait réclamer, c'est une réforme de l'éducation.

Inculquer à la jeunesse le respect de la chose publique, un article qui n'a pas été inséré dans le petit catéchisme, mais qui a son importance pour le bonheur terrestre des chrétiens. Sauvons leur corps et leurs biens. Voici ce que les futurs catéchismes amendés, corrigés, peut-être remaniés, devraient enseigner à la génération actuelle. Il faut dire, à la louange des Anglais, qu'ils ont un meilleur esprit civique que le nôtre. Dans l'Ouest, vous pouvez vous payer le luxe d'un petit jardin, d'un parterre et aucun enfant ne touche à vos plantations. Les écureuils, familiarisés avec la "gent sans pitié", comme le bon La Fontaine appelait les enfants, viennent manger des miettes de pain dans la main des petits. Sans frayeur, les gentilles bêtes, avec leur queue en panache, assises sur leur derrière, une coquille de noix dans leur griffe, l'air d'une demoiselle précieuse qui tient délicatement sa tasse de thé entre le pouce et l'index, le petit doigt levé, grignote une amande à une réception, devant ses jeunes amis qui s'extasient de ce gracieux manège. J'ai vu, au parc LaFontaine, des garçons jeter des cailloux aux cygnes qui se balançaient au rythme de l'eau du lac artificiel, qui décochaient l'arc d'une minuscule flèche sur des grives et des pigeons, qui tiraient des pois sur des écureuils, qui couraient après les oiseaux pour essayer de les attraper. Et l'on dira: "Voyez comme la ville de Westmount est bien administrée! Dans les parcs, on voit toute espèce d'oiseaux. Les écureuils confiants vous regardent passer sans se déranger dans leurs laborieuses fonctions." C'est vrai que cette ville anglaise ne le cède à aucune autre pour la propreté de ses rues, le service des vidanges, la beauté de ses gazons, un tapis de velours vert recouvrant constamment les avenues et les cours, mais il faut dire que les gamins sont tenus en respect de la propriété d'autrui et de la leur par les parents, par les autorités. Dans les foyers, on ne permet pas aux petits de tirer la queue du chat, de maltraiter les chiens, d'abimer les meubles, d'endommager la maison, de jouer de sales tours aux voisins.

J'habitais un logis dans l'Est de la ville. Un beau jour, des imitateurs de "our gang" — mais en pire — jetèrent des tomates dans les carreaux. Pour se venger d'avoir été chassés et menacés de la prison, le jour suivant, ils brisèrent quatorze vitres, le temps de le dire, chaque gamin était armé d'une fronde comme le jeune David, avec la différence qu'au lieu de s'attaquer au géant Goliath, ils s'en prenaient à la passivité des choses qui n'avaient pourtant jamais rien fait à ces précoces brutes.

absorberaient serait énorme; si l'on obligeait également tout industriel, tout patron, de prendre à son service un certain pourcentage d'apprentis et que par un système de pensions de vieillesse on retirerait de la vie active tous les hommes de soixante ans et plus, on ferait un pas en avant. Qu'en pensez-vous?

Il faut employer notre jeunesse, cela s'impose. Prenons alors les moyens de le faire, si l'on ne veut pas courir devant un désastre national qui peut faire sombrer notre civilisation.

La maman rit de voir son fiston arracher les ailes des mouches et des sauterelles, guetter le vieux du premier pour jeter de l'eau sur son crâne poli — pas toujours de l'eau de senteur — ou attacher un sou percé au bout d'une corde, le placer sur le trottoir et se cacher pour attendre qu'un passant se jette dessus, tirer sur la corde et lui faire une nique en se sauvant.

Un papa me conta l'air ravi de sa progéniture, d'une précocité qui promettait:

"Imaginez-vous que mon gars, pendant notre absence, perça un trou dans la muraille en arrière d'un cadre et y installa un appareil pour entendre ce qui se disait chez le voisin. Un soir, la fille de la maison, assise sur le sofa, faisait l'amour à son cavalier et le petit misérable par les mots qu'il écoutait put reconstituer toute une scène à la Paul de Kock. Je l'entendais le lendemain raconter l'histoire à sa petite sœur. Je sus par elle le truc du détectaphone. Je fis disparaître l'appareil, mais je n'eus pas le courage de gronder l'enfant, un futur inventeur, mon vieux, un génie!"

Il n'eut pas l'idée de faire la morale à son héritier, de lui faire comprendre que c'était mal de pénétrer ainsi dans l'intimité d'une famille, que c'était un péché, comme de dérober de l'argent, de voler les secrets d'autrui. Non, il était fier de l'esprit d'initiative de son fils, flatté dans son for intérieur de cette prouesse de son fils!

Comment voulez-vous que des parents aussi inconscients puissent inculquer de bons sentiments à leurs enfants? Et sont-ils plus autorisés, ceux qui pour la moindre chose, une parole durant le silence, un éclat de rire pendant la prière, une grimace au maître, un craquement de chaussure, tombent à bras raccourcis sur les délinquants juvéniles, les bousculent, les tapent et font subir le supplice du fouet à de petits postérieurs bien innocents de toute malice? N'est-ce pas abimer la propriété d'autrui, l'oeuvre de chair du prochain, que de la traiter comme une chair de criminel?

Comment voulez-vous que ceux qui ne savent pas respecter l'enfance lui apprennent la décence, l'honneur, le civisme, la probité morale, autant de principes dont ils ignorent jusqu'aux mots?...

Ces gamins qui ont jeté des allumettes enflammées dans les boîtes à lettres ont voulu tout simplement s'amuser, sans soupçonner la gravité de leur acte. Ils ne sont pas pis que d'autres enfants mal élevés, que des sauvages, buveurs de sang dans les crânes, écoreurs d'êtres humains, incendiaires de bibliothèques — celles de Constantinople et de Belgique; ce sont des ignares, des pandours; personne n'a essayé d'éveiller leur âme au sentiment du beau et de l'amour. On n'a rien tenté pour les sortir de leur animalité originelle, les pauvrets!...

JULIEN SAINT-MICHEL.

### LA SEMAINE DE 36 HEURES A LA WESTINGHOUSE

Springfield, Mass. — Les employés unionistes de la Westinghouse Electric and Manufacturing Company ont rejeté le projet d'une semaine de 40 heures de travail et ont voté à une grosse majorité en faveur de maintenir la semaine de 36 heures présentement en vigueur. Les membres de l'union croient que l'augmentation des heures de travail priverait un trop grand nombre d'ouvriers de travail.

Comme on le voit par les exemples qui nous sont donnés tous les jours, ce n'est nullement le désir des travailleurs de travailler moins, mais bien pour partager le travail à exécuter, que les ouvriers veulent diminuer les heures de travail.

TRIBUNE LIBRE.

**LE RETOUR A LA TERRE**Monsieur le Rédacteur,  
*Le Monde Ouvrier.*

En ce qui concerne le retour à la terre, il me fait extrêmement plaisir aujourd'hui d'avoir l'occasion de consacrer au *Monde Ouvrier* un petit article à ce sujet. Admettons tout de suite qu'il faut des paysans qui produisent ce qui est nécessaire au peuple pour vivre. S'il n'y avait pas de paysans, le monde mourrait de faim. Cela est bien compris. Néanmoins, depuis quelques années, la presse canadienne encourage beaucoup le retour à la terre et parle de prospérité de l'agriculture. Or, durant ces quelques années, les paysans n'ont fait aucun bénéfice. Au contraire, beaucoup d'entre eux ont fait faillite, bien qu'il n'y ait eu ni paresse de leur part ni récolte manquée. Leur situation dans certaines régions du pays est bien déplorable. Ces hommes

qui produisent la nourriture ont été trop souvent dépouillés de leurs justes profits par des hommes qui ne produisent rien. La situation des fermiers était devenue telle qu'aux dernières élections fédérales M. Bennett écrivait dans un article: "Nous nous engageons à promouvoir et à développer l'agriculture". Or, avec toutes ses manigances tarifaires, M. Bennett a si peu aidé l'agriculture, que les prix d'à peu près tous les produits agricoles sont le plus à la baisse.

Beaucoup de personnes aujourd'hui mangent des pommes de terre, ce légume trouve un bon écoulement. Le paysan doit employer pour cultiver ses pommes de terre beaucoup de travail et d'argent, et quand il les vend, il gagne peu. Il arrive très souvent que, ses frais généraux une fois déduits, le paysan n'a plus rien pour lui et sa famille.

Au cours d'un voyage que j'ai fait dans l'Ouest canadien, il y a trois ans, un fermier me déclarait ceci: "Je suis arrivé ici depuis quelques années avec de l'argent en poche et je me suis mis avec mes fils à la culture. Après avoir récolté assez bien, mais malgré tout notre labeur, une fois les frais de transport payés, il ne nous reste rien. Enfin, mon capital est entièrement

perdu." Or voici un exemple de la situation d'un cultivateur même de l'Ouest canadien.

Alors que faut-il penser des régions de l'Abitibi, soit du Nord ou de l'Est, ou autres. Ce n'est certainement pas très encourageant d'en tenter l'aventure. Selon ma faible opinion, c'est courir vers de nouvelles souffrances, imprévues et irréfléchies.

Il faut dire encore qu'il n'est pas bien rare qu'un fermier envoie ses produits chez un commerçant qui paye le transport et qu'on lui dise que la marchandise n'a pas grand valeur et qui ne reçoit presque rien. Bien que les produits aient quitté la station de départ en excellent état, on lui dit trop souvent qu'à destination ils sont arrivés dans un état défectueux.

Ajoutons encore ceci: on dit souvent aux fermiers que si les prix sont si bas, c'est à cause de la surproduction. Or, en même temps, des millions de personnes seraient heureuses de manger et qui ne le peuvent pas parce qu'elles ne peuvent pas payer les prix demandés pour les denrées alimentaires. Alors il n'est réellement pas logique de parler de surproduction dans un pays où il y a des centaines de milliers de chômeurs qui désireraient manger à leur faim, mais qui ne le peuvent pas, parce

qu'ils n'ont pas les moyens d'acheter la nourriture suffisante.

Voilà la situation dans notre beau pays le Canada.

Votre tout dévoué,

J.-C. ARCAND,  
Publiciste.

**REVELATIONS DANS L'AFFAIRE MOONEY**

San Francisco, 20. — Un individu aurait du toit d'un édifice dans le bas de la ville lancé la bombe qui a causé la mort à 10 personnes lors de la célébration du "Preparedness Day", à San Francisco, en 1916, a déclaré l'avocat de Thomas J. Mooney.

Cette déclaration, renversant complètement les hypothèses antérieures dans cette affaire, a créé une sensation dans la salle du palais de justice où un commissaire de la Cour suprême de l'Etat est à entendre l'appel de Mooney pour sa libération de la prison de San Quentin, où il est détenu depuis 18 ans.

L'étiquette de l'Union, c'est peu de chose; mais c'est assez pour indiquer que les ouvriers sont bien payés et bien traités.



## ECOUTEZ LA VOIX DE LA RAISON

**VOTEZ POUR LE PARTI DE KING, LE  
SEUL GROUPE PARLEMENTAIRE  
RESPONSABLE.**

Au cours de la campagne électorale, des politiciens sectaires feront appel à vos préjugés ou à vos sentiments pour masquer l'indigence de leurs idées. Electeurs ne soyez pas dupes; rappelez-vous les promesses mensongères que Bennett vous a répétées en 1930. Maintenant qu'il a échoué lamentablement, le chef conservateur sollicite un nouveau mandat de cinq ans. Ne risquez pas d'être gouverné par un dictateur qui se fiche de la volonté populaire et de l'autonomie des provinces. Votez pour le seul parti responsable du pays, le parti de King. En matière tarifaire, constitutionnelle et monétaire, sa politique est sûre et non pas louvoyante et instable comme celle du parti conservateur. Sous l'égide de King, le gouvernement libéral que vous élirez saura adopter des mesures qui ranimeront le commerce et l'industrie. Les réformes sociales de ce gouvernement auront une portée durable parce qu'elles seront dictées par la saine logique et le bon sens.

*Le parti libéral a élaboré un programme sérieux représentant les vues de tous ses partisans. Les quatorze articles de cette politique comportent donc une assurance d'unité nationale en même temps que la meilleure solution de nos problèmes fédéraux.*

# VOTEZ POUR KING

Son parti est le seul groupe politique pouvant réaliser l'unité nationale et restaurer la situation économique du Canada.

# Ce qui se passe dans nos unions

## DIFFEREND REGLE

Le différend dans la confection masculine est définitivement réglé et les deux ou trois établissements indépendants qui n'avaient pas encore signé les conventions du contrat collectif se sont joints à leurs compétiteurs. Les derniers ouvriers en chômage sont rentrés à l'ouvrage.

Il en est de même aussi dans la confection féminine. L'entrevue du comité paritaire avec le ministre du Travail en fin de semaine a porté ses fruits. Tous les manufacturiers se sont ralliés au contrat collectif sauf quelques-uns qui ne tarderont pas à suivre l'exemple de leurs confrères.

On a bon espoir que les dernières difficultés seront aplanies au cours des réunions qui se tiendront ces jours-ci.

## OPERATEURS

Tous les ingénieurs mécaniciens de peles mécaniques et préposés aux grues et monte-charges étaient invités à une grande assemblée ouverte, jeudi soir, par l'Union Internationale des Ingénieurs-Opérateurs. M. Frank Healey, organisateur général, et d'autres orateurs ouvriers adressèrent la parole. Ceux qui travaillaient en dehors de la ville et qui n'ont pu assister à cette réunion sont priés de s'adresser à l'agent d'affaires, M. J.-A. Charron, pour renseignements.

## CONGRES OUVRIER EN FRANCE

A partir de mardi et pour toute la durée de la semaine, le Confédération Générale du Travail de France tient à Paris, France, son congrès national qui réunit tous les deux ans les délégués de toutes les fédérations et unions internationales. Assises importantes par les sujets traités et les répercussions possibles des décisions prises. En premier, la C. G. T. essaiera de mettre sur pied ce programme social et politique qu'elle appelle "plan de rénovation de l'économie nationale" et qui pourrait servir de base à toutes les campagnes électorales des partis de gauche et spécialement du front populaire.

## INDUSTRIE DE LA CHAUSSURE

Une grande activité règne au sein du comité paritaire de la chaussure. Le comité, par l'intermédiaire de ses inspecteurs, poursuit tous les manufacturiers qui ne veulent pas se conformer aux clauses prescrites dans le contrat collectif en vigueur. Des poursuites seront prises bientôt pour une somme de près de \$50,000, nous annonce-t-on. Le comité a déjà fait remettre pour un montant d'environ \$20,000 à \$30,000 en réclamations de salaires. C'est dire que l'on travaille avec ardeur à rétablir les conditions de travail de l'ouvrier dans cette industrie.

## LA GREVE DES CIGARIERS

Nous recevons le communiqué suivant du comité de grève de l'Union internationale des Cigariers, local 58, communiqué que nous nous faisons un plaisir de publier pour l'information de nos lecteurs et pour donner notre aide aux ouvriers en grève depuis le 23 août dernier:

"Le patron de la manufacture José Granda, dont les cigariers qui y travaillaient se sont mis en grève le 23 août dernier, refuse toujours d'en venir à une entente. Ce refus du patron est jugé avec grande sévérité dans le Travail organisé de Montréal et n'est pas sans causer de graves inconvénients aux ouvriers de cette industrie.

"Cette politique n'est pas nouvelle et ce patron n'est pas le premier qui préfère quitter notre ville pour aller s'établir dans un petit centre rural où les ouvriers ne sont pas organisés et conséquemment plus faciles à accepter des salaires de famine et où le gouvernement provincial est d'avis que les ouvriers ont besoin d'un salaire moindre pour vivre et où il est raisonnable que les patrons puissent réaliser des profits plus considérables même au prix de la santé des ouvriers et des ouvrières.

"Les cigariers de José Granda, qui faisaient autrefois des salaires de trente à trente-cinq dollars par semaine, ne reti-

raient plus que \$8 à \$14 par semaine avant la grève et pour de longues heures de travail. Il n'est pas surprenant que ces ouvriers se soient levés en bloc pour réclamer un meilleur salaire. Malgré la logique des réclamations de ses employés, le patron n'en persiste pas moins à refuser même de rencontrer ses employés pour discuter avec eux leurs réclamations.

"Il y a plus, puisque M. Granda a annoncé qu'il allait s'établir à l'Épiphanie. Devant cette menace de perdre une manufacture qui employait un certain nombre d'ouvriers, nos autorités municipales semblent ne vouloir rien faire pour voir à faire cesser la grève et empêcher le départ de cet atelier pour un centre rural. Il semble qu'un effort suprême devrait être fait afin d'empêcher cet atelier de quitter la ville et procurer ainsi du travail à des citoyens de la métropole."

## REUNION DES WAGONNIERS

La Loge Montréal Terminal No 72 des Wagonniers d'Amérique a tenu son assemblée régulière, mercredi soir, à la salle St-Joseph, à Saint-Henri.

Les délégués ont fait un très intéressant rapport des procédures de la convention tenue à Halifax du Congrès des Métiers et du Travail du Canada. Un très intéressant rapport fut aussi donné de la dernière convention de la Fraternité Internationale des Wagonniers d'Amérique, qui vient de se terminer à Montréal.

## FERBLANTIERS-COUVREURS

L'assemblée régulière du local 116 de l'Union Internationale des Ferblantiers et Couvreurs eut lieu mardi dernier, au No 415, rue Sainte-Catherine Est.

Des questions de la plus haute importance concernant la situation du métier ont été discutées; il fut aussi question de mesures à prendre pour accorder une plus grande protection aux membres.

## DELEGUES A QUEBEC

Les délégués des différentes unions internationales affiliées au Conseil fédéré des Métiers et du Travail de Québec et Lévis, ont discuté longuement, mardi dernier, la hausse du prix du lait et ont protesté contre la décision que vient de prendre la commission de l'industrie laitière, fixant le prix du lait à 6 cents la chopine et 10 cents la pinte, dans la ville de Québec. Cette ordonnance, on le sait, est entrée en vigueur lundi dernier.

## CONSEIL DE CONSTRUCTION

Le Conseil de Construction des unions internationales a tenu son assemblée régulière, jeudi dernier, au No 415, rue Sainte-Catherine Est. Les rapports des officiers et de l'agent d'affaires y ont été étudiés par les représentants au comité conjoint.

## RESTITUTION

L'Union Typographique Jacques-Cartier No 145 accuse réception de la somme de quinze dollars qui lui fut envoyée à titre de restitution. Cette somme complète le montant total de la restitution. La missive était signée "C. R."

## SALAIRES DANS LES HOTELS

La Commission du salaire minimum des femmes de la province de Québec tenait, mardi dernier, en ses bureaux, une conférence à l'effet de fixer le taux minimum des salaires à payer aux filles et femmes travaillant dans les hôtels, restaurants, clubs et autres établissements de ce genre.

La séance était présidée par M. Gustave France, président de la Commission, assisté des autres commissaires. L'assistance était très nombreuse. Outre les représentants ordinaires des femmes intéressées, ceux des employeurs et du public, plusieurs représentants des unions internationales et des syndicats catholiques y assistaient en qualité d'avisers.

Me Charlemagne Rodier agissait comme aviseur légal.

La Conférence a entendu des témoignages de façon à éclairer sur les conditions des employées, dans ces divers établissements.

La question du pourboire a fait l'objet d'une mise au point par le président. Comme on le sait, le pourboire est la propriété de l'employée qui le reçoit, et le patron n'a pas le droit de s'en servir comme salaire dû à l'employée.

L'ordonnance qui sera émise incessamment donnera l'échelle des salaires.

## Demandez l'étiquette de l'Union sur toutes vos marchandises Always demand the Union Label -- It pays

Reproduction des marques syndicales, cartes d'ateliers, boutons Union Labels, Shop Cards, Working Buttons and Emblems used et insignes de travail qui désignent l'affiliation aux unions to designate membership in the affiliated National and International Unions with the American Federation of Labor.



## Tom Moore — An Appreciation

By P. M. DRAPER, President, Trades and Labor Congress of Canada.

One approaches the task of writing of Mr. Tom Moore with some confusion of mind. Mr. Moore's career, closely intertwined with the fortunes of the trade union movement, has been sufficiently varied and unusual to provide material for a first rate biography, yet in large part his activities are so well known to trade unionists throughout Canada and even beyond our frontiers that one feels that much that may be said is also quite generally known.



TOM MOORE

Ex-President, Trades and Labor Congress of Canada.

Further, as one who has had every opportunity of learning of Mr. Moore's sterling worth to Canadian workers, it is difficult to avoid the use of superlatives and yet state the facts clearly. Nevertheless it is indeed fitting that on the occasion of his separation, after such a long connection with an office which he has filled with entire satisfaction to those who reposed their trust in him and abundant credit to himself, that his departure should be marked by some special comment to show even in a feeble way that his arduous labors were not without recognition on the part of those in whose interests they were devoted. It is a pleasure of more than ordinary consequences to the writer that it has fallen to his lot to say the words concerning Tom Moore which may carry this note of appreciation.

As a man Tom Moore needs but little sketching in the ranks of Canadian unionists since his multitudinous duties brought him so largely in contact with men and affairs that it is difficult to find any quarter in Canada where he is not well known. His keen insight and ready understanding where problems of the workers are concerned has been demonstrated too often to need more than simple repetition. His kindly, humorous and friendly nature made of even chance acquaintances a circle of ready friendships which few men can hope to enjoy. In conference or debate he exhibited firmness without stubbornness, tolerance without any show of weakness, and in any gathering where decisions were to be reached his opinions could never be passed over lightly and he was always a force to be reckoned with. Such in brief is the man who presided over the destinies of the Trades and Labor Congress of Canada for the last seventeen years.

Like many others who have helped to erect the structure of trade unionism in Canada, Mr. Moore was born in England, the home of trade unionism as we have it today, and migrated to Canada only after reaching maturity. In his early years, after arrival here in 1906, he followed his trade as a carpenter and almost immediately began taking a very active part in the affairs of the United Brotherhood of Carpenters in the City of Niagara Falls, Ont., where he then lived. Mr. Moore only forsook his trade when the more pressing duties of business agent and subsequently organizer for his union were practically forced on him and caused him to enter into a new sphere. By 1918 his capabilities had attracted attention beyond the ranks of the carpenters and when the Quebec convention of the Trades and Labor Congress of Canada was confronted with the task of electing a president, Tom Moore was chosen for the office. Since 1918, as mentioned previously, he has held the office continuously usually by unanimous re-election but where a vote was necessary it was always clearly and decisively in his favor.

There is little need to detail what Mr. Moore has done for the membership of the Congress and for workers generally. Annually under his leadership the legislative programme has been presented to the Government and under his guiding genius each year these presentations have commanded more and more attention from both public and Parliament due to a considerable degree to the careful thought and preparation given in each instance through the competent manner in which Mr. Moore always led off in the actual presentation and through the sense of conviction which he invariably lent to his words. At Ottawa officially it has been recognized that no man in Canada has his hand on the pulse of labor opinion to anything like the same degree, with the result that where labor interests were involved consultation with the Congress, through the intermediary of Mr. Moore, became a common-place.

The years during which Mr. Moore was president have been accompanied by more than their fair share of burden and worries for those devoting themselves to the interests of the working classes and it was not possible for him to completely serve the Canadian trade union movement by placing any narrow interpretation upon the duties of his office. Canadian labor interests did not begin or end merely with the prosecution of convention policies but extended far beyond, even beyond the boundaries of our own country.

I have referred to Mr. Moore's duties as multitudinous and I submit that this description is in no sense an exaggeration. Even before his accession to the Presidency of the Congress Mr. Moore had served more than once in a public capacity as representative of the workers. At conferences held with the Government concerning the avoidance of trade disputes, the increase of production and other matters relating to the successful prosecution of the War, he was early recognized as a powerful figure and one thoroughly competent to represent the workers' interests. Appointed by the Union Government as a member of the Canada Registration Board, he more actively participated in public services in aid of Canada's War work. In 1919 Mr. Moore served on the Royal Commission on Industrial Unrest and later led the labor group at the National Industrial Conference. Following the War Mr. Moore attended the first conference of the International Labor Organization (League of Nations) held in Washington in November, 1919, and had a large part in shaping the policies of that body which have obtained to the present time. Subsequently Mr. Moore has attended most of the annual conferences of the International Labor Organization held at Geneva, Switzerland, as representative of Canadian labor. For thirteen years he has been one of the six workers' members of the governing body (Executive Council) of the International Labor Organization, this connection entailing very considerable committee work. On two occasions he has attended British Commonwealth Labor Conferences in London, England, and he has also taken an active part in the work of the International Federation of Trade Unions. As one of the delegation of the Canadian Institute on International Affairs, who attended the Conference on Pacific Relations in Japan in November, 1929, Mr. Moore extended his sphere of active participation in labor matters to cover a large part of the Orient, addressing meetings in Japan and

conferring with trade union officials in both Japan and along the coast of China.

Through his contacts abroad Mr. Moore can justly claim to be an international trade unionist in the truest sense of the term. By opportunities thus afforded in representing Canadian labor outside of Canada he acquired a broad knowledge at first hand of working conditions in the leading countries throughout the world, but if he devoted some of his time and interest to matters abroad it was not at the cost of giving any less careful attention or less devoted service to Canadian workers within the country.

From 1922 to 1933, Mr. Moore served as a member of the Board of Directors of the Canadian National Railways, a post to which he was named by the Government as a representative of the workers generally. While in that position his influence was always on the side of a greater voice for the workers in the improvement of their conditions of employment and in the introduction of the co-operative management plan on the C. N. R., between the management and the organizations of men in the shops and maintenance of way departments he played a leading role.

Always available for any humanitarian service for the good of Canada, Mr. Moore was selected to serve on the Executive of a variety of public enterprises, including the Canadian Council on Child and Family Welfare; National Safety League; Dominion Fire Prevention Association; League of Nations Society in Canada; Frontier College; Canadian Council on Immigration of Women; American Association for Labor Legislation; National Research Council, etc.

No greater tribute to the large place he has filled in Canadian affairs could be paid than to enumerate these several connections.

It may frankly be admitted that while his selection as a member of the Commission on Employment and Social Insurance is a tribute to Mr. Moore personally and to the Trades and Labor Congress of Canada, his loss to the Congress is a serious matter, a loss which is, however, in large part attributable to the Congress itself. For a number of years those active in promoting labor legislation have recognized that the terms of acts are important, but not so important perhaps as the spirit and character of their subsequent administration. Bearing this in mind the Congress has uniformly insisted that where legislation touches the interests of the working class there should be at the top persons with the insight and sympathy towards the legitimate interests of their fellow men which can only be acquired through long training in the school of trade unionism. In other words, the Congress has sought not only beneficial legislation, but representation in its administration in order that some of the principles may not go astray in practice.

The Employment and Social Insurance Act is one which potentially touches nearly every industrial wage earner in Canada. The Congress for several years has been most insistent upon the adoption of such a measure by Parliament and any failure of an unemployment insurance system due to a lack of understanding or lack of sympathy would be something not to be contemplated. The Congress heartily approved the provision of the Act that one of the three commissioners should be selected as a representative of Canadian labor and the Congress no less heartily approves the particular selection made by the Government in the person of Tom Moore. If he has left the Congress it is only to transfer his very considerable abilities to a field equally close to the essential interests of the workers. It is in this spirit that the Congress accepts his selection and congratulates the newly formed Commission upon their good fortune in the event.

We sincerely hope that Mr. Moore may be spared for many years to give his fellow Canadians the benefits of his past experience, his sympathetic understanding and his proven administrative capabilities.

### E. J. HENNING, FORMER LABOR DEPARTMENT OFFICIAL, DIES

Edward J. Henning of Los Angeles, former Assistant Secretary of the United States Department of Labor, died here of heart disease aboard a New York Central Railroad train in the Union Station yard. He was 66 years old.

Mr. Henning was appointed Assistant Secretary of Labor by President Coolidge in 1921, filling the post for four years. He was active and spectacular in his services to restrict immigration and bring about more rigid reforms and enforcement of immigration laws. He was among the early advocates of registration of aliens.

In 1925 he was appointed Judge of the Federal District Court in the Southern District of California.

At the time of his death he was general counsel for the International Order of Moose and was en route to Columbus, Ohio, to attend a Moose meeting.

### MUST SHIP BY RAIL

Contractors who wish to do business with the city of Springfield, Mo., must have their equipment and materials shipped to the place by railroad.

The city council recently adopted a resolution by unanimous vote making this a requirement if contractors want jobs.

Springfield is a railroad town. Both the Missouri Pacific and the Frisco have interests in the city and many railroaders live there.

### HOUSING SHORTAGE EXISTS; LANDLORDS INCREASE RENTS

Landlords throughout the United States are taking advantage of "a substantial housing shortage" to increase rents, according to a statement by Morton Bodfish, executive vice president of the United States Building and Loan League, with headquarters in Chicago, in an address before the delegates to the Fifth International Congress of Building Societies and Savings, Building and Loan Associations at Salzburg, Austria.

### PLAN TO REGAIN TRAFFIC

A report on methods for meeting truck competition was adopted recently by the American Association of Railway Superintendents at their convention in Chicago.

The plan recommends simplified handling of merchandise in less than carload lots. It suggests that complicated accounting and restrictions be done away with. Traffic classifications and rates should be eliminated in favor of a single rate; or, if not that, stickers should be put on packages to indicate at a glance the class of freight. Shipments should be speeded up, particularly in their terminal movements. Nationwide free pick-up and delivery is suggested, together with simplified tariffs and less rigid packing requirements.

### TRUCK WORKERS UPHELD

The first labor dispute case filed in California under the new Wagner labor disputes act recently passed by Congress was heard and decided by the Los Angeles Labor Relations Board.

Four employes of the Pacific Freight Lines charged that they had been discharged for union activities and petitioned to be reinstated. The Board decided in their favor and ordered the company to take them back into its employ.

### PICKS UP PASSENGERS

Pick-up and delivery of passengers was recently begun by the Union Pacific railroad in Los Angeles County, California.

Passengers are carried in buses to and from the East Los Angeles station and the metropolitan and suburban districts in and around the city of Los Angeles.

This service saves passengers the time and trouble of riding in their own vehicles or in hired cars and is said to be a great convenience, which has been the means of holding and increasing passenger traffic.

## British Labor Leader Asks Help for Victims of Fascist Tyranny

New York, N. Y. — A strong appeal for help for the victims of Fascist dictatorship by Sir Walter Citrine, general secretary of the British Trades Union Congress and president of the International Federation of Trade Unions, was made public here by the Chest for Liberation of Workers of Europe, which was set up by the last annual convention of the American Federation of Labor to protect the workers in all countries where the iron heel of Fascism under whatever name grinds them down with oppression.

After reviewing the events in Germany, Austria and Italy, Sir Walter said:

"The trade union and labor movement throughout the world has a special and tragic interest in the fate of all these victims of our modern Neros.

"In the first place, it has for more than a century, through bad times and good, in maintaining the ideals of democracy and freedom.

"In the second place, it has seen its champions in Fascist states singled out for specially virulent forms of persecution.

"Hundreds of trade union leaders have been murdered offhand. Thousands more, in prisons and concentration camps, have expiated, in their endurance of unmentionable tortures, the crime of having de-

voted their lives to the service of their fellow workers."

Sir Walter was equally severe in his condemnation of the Ethiopian adventure of Mussolini which he described as "a last desperate gamble to avert consequences which are now looming only too clearly for the peace of minds of Italian Fascists."

"There can be no doubt," Sir Walter concluded, "of the danger of Fascism as an inveterate enemy of the free progress and development of mankind. Fascism is a 'back-to-the-jungle movement.' It is the negation of everything which has taught civilized man to lead a decent, ordered and courageous life in the interests of the community of which he is a part.

"Prevention is better than cure. It is our task to check the destructive inroads which this savage cult has already made into modern civilization, and to aid the millions of helpless people now languishing under Fascist rule to recover their liberty.

"To do this means a co-ordination and intensification of the efforts now being made through various organizations which have taken up the struggle against Fascism. The Chest for Liberation of Workers of Europe, American labor's valuable contribution to the cause of labor solidarity everywhere, is in the forefront of this great humanitarian struggle."

### STREET RAILWAY WORKERS' UNION PROGRESSES DESPITE DEPRESSION

*President Mahon Tells Convention at Detroit of Substantial Wage and Membership Gains in Last Two Years. — Pension Plan for International Officers and Employees Is Adopted.*

Detroit, Mich. — The Amalgamated Association of Street, Electric Railway and Motor Coach Employees of America concluded one of its most successful conventions on September 14, at the Book-Cadillac Hotel, Detroit. Detroit is the international headquarters of the Association but the convention was the first held here in 40 years.

W. D. Mahon was re-elected international president, the office he has held for 42 years. He has headed the organization continuously since 1893.

Edward McMorrow of Chicago, a member of the general executive board for 30 years, was unanimously elected first international vice-president to fill the vacancy caused by the recent death of William B. Fitzgerald.

One of the high-lights of the convention was the adoption of pensions for international officers and employees of the international organization. The old age benefits are to be paid international officers or employees of the international office who have reached 65 years of age and who have been employed by the Association for a period of 20 years or more. International officers or employees who became totally disabled also come under the provisions of these laws. Those eligible will be retired at approximately half pay. A fund for these pensions is created by the assessment of 25 cents a year to be paid on the members' December dues. In addition to the pension, there is provided \$275 as a burial fund when the pensioner passes away.

#### Solid Progress Reported

The Amalgamated Association came through the depression in excellent condition. President Mahon reported during the last two years that 71 charters had been issued and 23,538 members enrolled. In the last two years wages have been increased on the properties where members of this organization were employed to the point where, in many cases, the scale is back to the 1929 level. It was pointed out, in the President's report, that on the majority of properties the eight-hour day and six-day week has been established, this being a reduction from former hours in the transport industry. However, the convention went on record as being in favor of further shortening the work week to bring it down to the 30-hour week without reducing the income of the workers.

In the two-year period from August 1, 1933, to July 31, 1935, the Amalgamated Association paid out in funeral, old age and disability benefits to its members \$1,984,868.74. The total amount paid out by the international association and the local divisions since organization in 1892, is \$19,788,187.78.

The following members of the general executive board were elected: Magnus Sin-

clair, Toronto, Ont.; P. J. Shea, Scranton, Pa.; Allen H. Burt, Salt Lake City, Utah; William F. Welch, Wheeling, W. Va.; Fred A. Hoover, Vancouver, B. C.; P. J. O'Brien, Springfield, Mass.; Abe L. Spradling, Cincinnati, Ohio; Robert B. Armstrong, St. Louis, Mo.; Thomas L. McBrayer, Atlanta, Georgia.

#### Vice-Presidents Elected

The following vice-presidents were elected in addition to Edward McMorrow: Wm. S. McClenathan, Chicago; M. J. Murray, Seattle; Charles H. Clark, Boston; Gérard Gagnon, Montréal; S. B. Berrong, Milwaukee; William Cooper, Portland, Ore.; C. E. Bartlebaugh, Wheeling; Michael Garvey, Pittsburgh, Pa.; John F. O'Brien, Lawrence, Mass.; Lawrence O'Connell, Toronto, Ont.; H. W. Robertson, Shreveport, La.; O. A. Rowan, Oakland, Calif.; Floyd W. Kriesel, Columbus, Ohio.

William Taber of Chicago was re-elected international treasurer.

The following were elected as delegates to the American Federation of Labor convention: Joseph J. Kehoe, Chicago; Neil McLellan, Detroit; Matthew J. McLaughlin, Boston; Thomas F. Broderick, Worcester. President Mahon attends by virtue of his office.

### GOVERNMENT FIXES MINIMUM PRICE FOR WHEAT

The Governor in Council, acting on the recommendation of the Canadian Wheat Board, fixed the minimum price of No. 1 Northern wheat at Fort William at 87½ cents a bushel. This price will be effective until July, 1936.

The objective of the price fixing, which is in accordance with the statute adopted at the recent session of Parliament, is to guarantee the farmers a fair price for their wheat. The statute created the Wheat Board with power to buy wheat from producers at the fixed minimum price.

Farmers who sell direct to the Wheat Board will share in any surplus that may arise from the Board's operations.

### AUSTRIA CONFINES BEGGARS IN LABOR CAMP; FORCED WORK

According to reports from Vienna, Austria, the Governor of upper Austria has established a camp in which beggars are confined and forced to labor. The police rounded up 1,000 in their first drive and estimated that 5,000 fled from the province.

The beggar prisoners are under armed guards. The camp is commanded by high tower machine guns and powerful searchlights and is surrounded by barbed wire entanglements.

### CALIFORNIA LABOR TO OUST COMMUNISTS

San Diego, Calif. — In convention here, the California State Federation of Labor voted by 5 to 1 to oust Communists and their sympathizers from its ranks, branding them as "insidious red termites."

The convention approved a resolution demanding absolute exclusion of Communists and their allies from membership in the Federation.

## LABOR DIRECTORY

**MONTREAL TRADES AND LABOR COUNCIL.**—Meets every 1st and 3rd Thursday of each month at the Mount Royal Hotel. President, G. R. Brunet, 7 Craig Street East; Corresponding Secretary, Jos. Pelletier, 7 Craig Street East.

**ALLIED PRINTING TRADES COUNCIL.**—To promote the interests of the Allied Union Label (which can be had in either the French or English language). The following organizations comprise Council: Typographical Union No. 176; Jacques-Cartier Typographical Union, No. 145; Printing Pressmen and Assistants' Union, No. 52; Bookbinders' Union, No. 91; Photo Engravers' Union, No. 9; Stereotypers and Electrotypers' Union, No. 33; Amalgamated Lithographers of America, No. 27. President, Joseph Pelletier; Vice-President, Walter Forrester; Recorder, A. F. Ricard; Secretary-Treasurer, James Phillip, Room 12, 408 St. James Street West. Executive: H. Petit, J. A. Bollier, John Moore. Auditors: J. A. Ricard, T. Niven, J. Kelly. Telephone: MARquette 7489. Council meets Second Tuesday of each month at 7 Craig Street East.

**UNION TYPOGRAPHIQUE JACQUES-CARTIER No 145.**—Assemblée le 1er samedi du mois, à la salle de l'Union de Commerce, 1079, rue Berri. Président, J.-W. Blaquière, 7117a, rue Christophe-Colomb, téléphone: CR. 3860; secrétaire-trésorier, Henri Richard, 3477, rue Cartier, téléphone: AMherst 7034.

**UNION INTERNATIONALE DES BARBIERS COIFFEURS D'AMERIQUE, Local 455, de Montréal.**—S'assemble tous les 2e et 4e lundis de chaque mois, au No 1182, boulevard Saint-Laurent, Monument National, salle No 15. Président, H. Lacombe; secrétaire-archiviste, L.-D. Bélanger; secrétaire-trésorier et agent d'affaires, A. Roy, 254, rue Sainte-Catherine Est.

**TYPOGRAPHICAL UNION No. 176**—Meets first Saturday of each month at Union Rooms, 408 St. James St. W. William Skanes, President, 5630 Waverley Street; James Phillip, Secretary-Treasurer, Room 12, 408 St. James Street West. Business hours: 9 a.m. to 5 p.m., Saturday, 9 a.m. to 1 p.m. Telephone: MARquette 7489.

**FRATERNITE UNIE DES CHARPENTIERS-MENUSIERS D'AMERIQUE, Local 134.**—Président, F. Doucet, 1909, rue Cartier; vice-président, H. Trotter, 2214, rue Panet, tél. FRontenac 1668; secrétaire-archiviste, Pierre Lefèvre, 5491, 12e Avenue, Rosemont; secrétaire-financier, Edouard Larose, 1278, rue Beaubien, tél. DOLLard 3288; secrétaire-trésorier, Ernest Tisdelle, 1316, rue Gifford. Le Local s'assemble tous les lundis soir, au Monument National, chambre 11.

## BUREAU DE PLACEMENT PROVINCIAL

Sous le contrôle du Gouvernement de la Province de Québec

**JOSEPH AINEY, Surlintendant Général**  
**FRANCIS PAYETTE, Surlintendant**  
Heures de bureau: 9 h. a.m. à 4½ h. p.m.

**HOMMES: 90, rue Saint-Jacques Est**  
**PLateau 6181 — Local 228**

**SECTION "COMMERCE ET BUREAU"**  
**95, rue Notre-Dame Est**  
**PLateau 6181 — Local 226**

**HOMMES: 6552, boulevard Saint-Laurent**  
**CRescent 4758**

**FEMMES: 1410, rue Stanley**  
**PLateau 8315 — 8317**

**FEMMES: 1560, rue Beaudry**  
**CHerrier 3148**

**FEMMES: 6552, boulevard Saint-Laurent**  
**DOLLard 1918**

Nous plaçons gratuitement les hommes, femmes et jeunes gens. Nous offrons du travail aux Journaliers et Ouvriers appartenant à tous les corps de métiers. Dans les fabriques, les usines, les travaux de la construction ou de l'agriculture. Nous offrons des places dans les Hôtels, Restaurants, bonnes places pour domestiques, hommes et femmes. Ingénieurs, chauffeurs, débardeurs et terrassiers, commis et sténographes. Les propriétaires et les agents de chantiers sont tout spécialement invités à présenter leurs demandes au Bureau Provincial.

**FRATERNITE DES WAGONNIERS DE CHEMINS DE FER D'AMERIQUE, LOGE SAINTE-MARIE No 234.**—Assemblées régulières les 1er et 3e vendredis de chaque mois, dans la salle de l'Assistance Publique, rue Lauchetière Est. Président, L.-A. Beaudry, 1828, rue Dussery; vice-président, H. Massé, 3879, rue Mentana; secrétaire-archiviste et correspondant, C. Miron, 5181, 7e Avenue, Rosemont; secrétaire-financier, R.-B. Lamarche, 4595, Delorimier, chambre 7; secrétaire-trésorier, A. Bertrand, 2345, Aylwin; guides: E. Deniger et A. Asselin; sentinelle, I. Côté; maître de cérémonies, Jos. Dufault; gardien, H. Joly. Comité local de protection: L.-A. Beaudry, président, tél. FRontenac 5894; Geo. Gauthier, secrétaire, 5468, 12e Avenue, Rosemont, tél. CLairval 1314W; C. Miron, tél. AM. 5223; H.-J. Limoges, 1464, Desjardins, tél. CLairval 7555; H. Vaillancourt, 2494, Rouen, tél. FRontenac 5560; R. Provost, 2089, Préfontaine, tél. FRontenac 1523.

**WOOD, WIRE & METAL LATHERS, Local 345** of Montreal. — Meets every 2nd Wednesday at 1182 St. Lawrence Blvd. (Monument National), room 15. Frank Horan, Financial-Secretary, 3653 Park Avenue, Telephone: HARbour 4497.

**FRATERNITE UNIE DES PEINTRES-CORATEURS, Local 349.**—Assemblées tous les lundis, au No 1331, rue Sainte-Catherine Est. Président, E. Valiquette, 1989, Kent; vice-président, J. Boulet, 1405, Champlain; secrétaire-correspondant, Albert Renaud, 1139, William; secrétaire-financier, L.-P. Boisselle, 4621, Delorimier; trésorier, R. Robillard, 2306, Des Erables; conducteur, Art. Renaud, 387, Congrégation; gardien, J.-N. Desjardins, 1745, rue St-Denis; auditeurs: J. Chartrand, 4320, Delaroche; E. Desèves, 3825, Henri-Julien; A. Boismenu, 5124, De Gaspé.

**CHARPENTIERS-MENUSIERS, Union locale No 1558, Maisonneuve.**—Assemblée tous les vendredis à 8 heures du soir, au No 1051, rue Letourneau (Temple des Buffalo). Président: J.-A. Chamberland, 1520, rue Saint-Germain; Vice-Président: Aram. Houle, 4590, rue Lafontaine; Secrétaire-Archiviste: Charles Thibault, 2434, boulevard Pie IX; Secrétaire-Financier: J.-E. Delisle, 5233, rue Bordeaux; Secrétaire-Trésorier: J.-W. Corbell, 2350, rue Lacordaire; Conducteur: Joseph Cournoyer, 2530, rue Chambly; Gardien: H. Léger, 2427, rue Bourbonnière.

**CONSEIL DE DISTRICT DES CHARPENTIERS - MENUSIERS D'AMERIQUE.**—Président, F. Larose; vice-président, E. Boucher; trésorier, E. Lanthier; secrétaire, Pierre Lefèvre; agents d'affaires: J. Shears et G. Houle. Les assemblées sont tenues tous les mercredis soirs à 8 heures, au Monument National, chambre 14, tél. LANcaster 5754.

**UNION DES RELIEURS, Local 91.**—Assemblée tous les 1er et 3e mercredis de chaque mois, à la salle de l'Union, 7, rue Craig Est, à 8 heures du soir. Président, J.-A. Julien; secrétaire-financier et agent d'affaires, Jos. Pelletier, 7, rue Craig Est, téléphone: LANcaster 2726.

**UNION INTERNATIONALE DES TAILLEURS DE PIERRE DE MONTREAL.**—Assemblées tous les 2e et 4e lundis de chaque mois, à 8 heures du soir, à la salle des Cordonniers, 1331, rue Sainte-Catherine Est. Président, A. Laurin, 7370, rue Drolet; secrétaire-correspondant, J.-L. Longpré, 2140, rue Sainte-Catherine Est.

**BOOT AND SHOE WORKERS' UNION, No. 249.**—S'assemble tous les vendredis du mois à 8 heures du soir, au No 1331, rue Sainte-Catherine Est. Président, O. Drolet; secrétaire-archiviste, N. Gervais; secrétaire-correspondant, A. Roy; comité exécutif: président, L. Thibault; secrétaire, N. Poirier; secrétaire-trésorier et agent d'affaires, Charles McKeercher, 1331, rue Sainte-Catherine Est. Le Local s'assemble tous les vendredis et l'Exécutif tous les mercredis.

### THEATRICAL FEDERATION OF MONTREAL AND VICINITY

**AMERICAN FEDERATION OF MUSICIANS, Local No. 406**—Telephone: PLateau 5200. Stewart Dunlop, President; Edward Charrette, Secretary. Office address: Room 11, Mount Royal Hotel. Meets First Monday each month, 10 A.M., Mount Royal Hotel.

**THEATRICAL STAGE EMPLOYEES LOCAL UNION No. 66.**—Meets 11.30 P.M. Every 1st Tuesday each month at the Mount Royal Hotel. P. J. Ryan, President; F. W. Cooper, Secretary. Office address: Room No. 4, 1242 McGill College Avenue. Telephone: LANcaster 2753. P. O. Box 336, Station "B."

**MOVING PICTURE PROJECTIONISTS LOCAL UNION No. 262.**—P. J. Ryan, President; E. Lamy, Secretary. Office address: Room 32, Bank of Montreal Bldg., 1200 University St. Telephone: PLateau 5562. Meets Second Wednesday of each month at 11.30 P.M. in the Mount Royal Hotel.

**DEMANDEZ**

**LA BIÈRE**

POPULAIRE

**ASK FOR**

THE POPULAR

**BEER**

↓

**MOLSON**

↓

Brassée à Montréal

depuis

**149 ANS**

Brewed in Montreal

since

**149 YEARS**

## From Our Readers

### DEMOCRATIZATION OF INDUSTRY

Montreal, September 26, 1935.

Editor, Labor World.

Sir: — Might I be permitted to point out to your readers that, of the several leaders (I do not, of course, include Mr. J. S. Woodsworth, who advises a collectivist state) Mr. King is the only one that has definitely declared himself in favor of the democratization of industry.

Democratization of industry would do away with practically every abuse of which workers, organized and unorganized, have been complaining of for several decades. Democratization of industry would give the workers, through their representatives, that participation in the management of industry that would for ever banish the fear of discrimination because of union affiliation and the loss of employment due to a reduction of staff. The democratization of industry would enable the worker, directly or through his chosen representative, to learn something of industrial management. He would be able to better appreciate the responsibility of the executive and the means that must be taken to secure markets for the product which is manufactured.

The democratization of industry, through labor participating in management, would assure the worker, not only a fair wage, but a reasonable working day, a redress of grievances and a measure of security which the toilers are demanding because of depressions, and the bringing with them of such untold hardships for those whose only capital is their labor or skill.

Mr. King, in the address which he delivered in the House of Commons, on February 27th, 1933, not only pledged his party to that industrial reconstruction, which will make possible the democratization of industry, but went further in stating that his Party recognized: "That the problem of distribution has become more important than that of production." The other leaders have apparently overlooked this cardinal defect of our industrial system, which, to date, has placed emphasis on production rather than equitable distribution. Slowing down processes of production, because of decreased demand, will certainly not solve the unemployment problem, nor will it bring about that readjustment that will prevent a recurrence of depressions with all their ghastly consequences. With the means available to produce enormous quantities of goods sufficient to satisfy human wants in necessities, comforts and luxuries for every man, woman and child in this great Dominion, no need exists for curtailing production because of reduced demand. The democratization of industry would permit a greater and ever-increasing consumption of the necessities, comforts and luxuries. Production would be thus arranged on a basis commensurate with the wants of the people. Food, clothing and houses would be abundant. Provision would also be made for social services, which contribute so much to human welfare.

Mr. King also pledged his Party "To finding ways and means of effecting a fair and just distribution of wealth, with increasing regard to human need, to the furtherance of social justice and to the promotion of the Common Good."

These are not mere platitudes or illusory promises. They constitute part of the programme submitted to the supporters of a great party within Parliament and its followers outside.

A political party can, if it is wisely led, and harmonious in its deliberations, because of the power entrusted to it when it is given office, effect very vital changes in the lives and well-being of citizens.

It has been pointed out, on a great many occasions, by statesmen, students of economic and social problems, reformers and political leaders, that, although we have made great advances in the direction of political democracy, we still have some distance to go in order to secure the industrial democratization which will insure to the workers in particular, and citizens generally, a decent subsistence.

In view of the campaign that is now being carried on by the several parties and groups, I thought it well, Mr. Editor, to direct the attention of your readers, to the views uttered by Mr. King when he delivered his forthright and highly instructive address on the date above mentioned.

I can quite appreciate that those who are opposed to the old parties, and look with sympathy upon the platform of Mr. Woodsworth or Mr. Stevens, might be influenced by what Mr. King said in the address from which I quote, but the intel-

ligent worker, who gives consideration to the claims made on behalf of a party or group when it seeks the support of the electors, will govern his choice because of the programme of the party and the known attitude of its leader to the workers, as well as the evidence he has given of his practical sympathy for them in the legislation proposed and adopted in spite of many difficulties. I think this is one single plank in the policy of the party led by Mr. King, which is worthy of serious thought, by not only the workers, but all who are interested in their welfare and future.

As you are aware, Mr. Editor, I have, on a great many occasions, in the columns of your paper, deplored the fact that although we have the highest measure of political democracy, since the humblest toiler, in the matter of franchise, is on the same level as the highest in the land, we have apparently not yet succeeded in convincing those who direct industry, that the solution of the problem of unemployment and a decent existence for the worker, is largely in the hands of the enlightened employer and the equally enlightened political leader.

If we had a fuller measure of democratization of industry when the depression began, plans would have no doubt been evolved that would have saved the independent, self-respecting worker from being forced to exist on a dole or even the palliative of unemployment insurance. The democratization of industry will do away with the need for social dividends, since the worker will, in consideration of the service he renders industry and state, enjoy, in a larger measure than he has hitherto, the fruits of his industry.

BERNARD ROSE.

### COMMENT ON WORLD EVENTS

There has been an election in the Philippines. Manuel Quezon, a patriotic servant of his country for twenty years, was elected President of the Philippines by a majority of more than two to one over both other candidates. The new Commonwealth of the islands, independent on a string for a ten-year trial period, begins on November 15; and probably Quezon will be inaugurated then. For the first time in history, the Philippines are both independent and united.

Comparatively speaking, the election passed off quietly. A total of 4 persons were killed in election rows. The old Nineteenth Ward of Chicago has broken that record more than once, not to mention what has happened in Louisiana and the lower wards of New York. So far as order at elections is concerned, the Filipinos are at least as far advanced as some sections of the population of the United States.

As to whether the new government will work or not, only experience can tell. Every dictatorship in the world today is erected on the ruins of a government that didn't work — and there are quite a few dictatorships. The Philippines have some special problems. They have sharp contrasts in civilization, religion, and what for lack of a better term is called race. So has America.

The one unarguable fact is that the experiment had to be tried. The United States government had pledged its word on that point; and such a pledge from the largest country with a democratic system has to be kept. At least, every American citizen should wish the Filipinos good luck.

It is not enough to insist collectively that war shall not occur, or that war, if it occurs, shall be brought to an end. Something must also be done to remove the causes from which war is apt to arise. Some other means than a recourse to arms must be found for adjusting the natural play of international forces. — Sir Samuel Hoare, in his speech to the League of Nations Assembly considering the Italian-Ethiopian controversy.

"Justice," official organ of the International Ladies' Garment Workers' Union, editorially speaks of labor's stake in another war. The editorial says:

"American labor, still slowly emerging from the current depression, cannot afford to ignore the numerous signs indicating grave danger of another war.

"Every war has been followed by economic disaster. It is doubtful whether the labor movement, even without Fascism, could survive another economic depression following another world conflict....

"In October, the American trade union movement will assemble in annual con-

### LE MONDE OUVRIER

The Labor World

Rédigé en collaboration

Le porte-parole des ouvriers organisés de la province de Québec

The Bilingual Mouthpiece of the Province of Quebec Organized Workers



Member of the International Labor Press  
Membre de la Presse internationale  
Ouvrière d'Amérique

MARCEL FRANCO

Secrétaire de la Rédaction  
Secretary, Editorial Department

### The Canadian Converters Company, Limited

470 LAGAUCHETIERE ST. WEST  
MONTREAL

A GREAT CANADIAN INDUSTRY



DOMINION TEXTILE CO.  
LIMITED

### DOMINION BRIDGE CO. Limited

Head Office and Works at  
LACHINE, P. Q.

Branch Works:

Amherst Ottawa Toronto  
Winnipeg Calgary Vancouver

A lesson from the depression—Be a Civil Servant—Postman, Customs Examiner, Clerk, Stenographer, etc. Free Booklet "How to get a Government Job." M.C.C. Civil Service School, Toronto (10)

vention to make its voice heard on national issues affecting labor — economic, social and political. Let's hope that the American Federation of Labor assembly will this time adopt a four-square resolution throwing its strength solidly behind peace. Not a shred of doubt must be left as to where the organized workers of America stand on this paramount question."

### CONCERNING CURES FOR CRIME

The American Legion's law and order committee has written a prescription for lessening crime. It calls for establishment of a national crime institute, co-operation between state and national authorities, a model code of criminal procedure, a national law regulating firearms, and "Continued support and development of youth activities."

That last is the only substance in the prescription which gives any real promise of curing crime. The other schemes might — or might not — curb crime, but they could hardly check its development.

An enormous majority of criminals are males; and most of these got into trouble with the law before coming out of their teens. Records show pretty clearly that if a boy does not fracture the law rather seriously before he is 18 years old, the chances are strong that he never will commit a grave offence.

The boys who get into juvenile court are the raw material for the men and older boys who pass through the criminal court. Juvenile offences in one district on the west side of Chicago dropped more than 50 per cent in one year after the opening of a boy's club in that locality. Another such club brought the lighting inspector hunting for reasons for the remarkable decline in the breakage of street lights. Crowded quarters where sections of certain streets were roped off at certain hours to serve as playground showed a distinct lessening of youthful offences.

The abolition of slums, the provision of decent places for youngsters to live and play, will prevent a large share of our crime from developing. If the Legion will turn its mind in that direction, it should get results.



Our Leading Amusement Places

Dans nos Théâtres

## PALACE

KATHARINE HEPBURN in  
"ALICE ADAMS"  
with the veteran Stage Star  
FRED STONE

ZAZU PITTS in  
"HOT TIP"  
with JAMES GLEASON

## CAPITOL

"Annapolis Farewell"  
Sir Guy Standing, Rosalind  
Keith, Richard Comwell  
and Tom Brown

BING CROSBY and  
JOAN BENNETT in  
"TWO FOR TONIGHT"

## PRINCESS THEATRE

"Max BAER & Joe LOUIS"

"HARMONY LANE"  
with DOUGLAS MONTGOMERY

"The NEW  
Adventures of Tarzan"  
10-1, 25c; 1-6, 35c. — Week Days  
Saturday & Sunday Aft.: 40c; 6-11, 50c.

Faites vos achats de  
MERCERIES et VETEMENTS

FASHION-CRAFT

chez LECHASSEUR, Limitée

974 ouest, rue Sainte-Catherine  
281 est, rue Sainte-Catherine  
375 ouest, rue Saint-Jacques

## J. SYLVIO MATHIEU

SERVICE DE TOILETTE

Tabliers, Jaquettes, Gilets, Nappes, Napkins, Serviettes de barbiers, etc., et tout autre article à l'usage de la toilette.

LINGE DE FAMILLE A LA LIVRE

Buanderie: 1871, rue CARTIER  
Tél.: AMherst 8566

Résidence: 3851, rue Dandurant  
Tél.: CLairval 2230

## The Windsor Hotel

ON DOMINION SQUARE  
MONTREAL

J. ALDERIC RAYMOND  
Vice-Président

Wires and Cables—Telephone Apparatus—Fire Alarm and Police Signalling Systems — Radio Transmitting and Receiving Equipment.

Made in Canada by

Northern Electric  
COMPANY LIMITED

Plant and General Offices  
MONTREAL, P. Q.

All Imperial products are  
manufactured in Canada  
by Canadian Workmen, at  
our six modern Refineries  
one of which is located at  
Montreal East.

IMPERIAL OIL LIMITED